

## Déclaration de la FSU-CGT au CDEN du 22 juin 2018

Madame Le préfet,  
Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Nous sommes réunis aujourd'hui pour entériner la carte scolaire qui organisera la vie de milliers d'élèves et d'enseignants pour toute l'année scolaire prochaine.

Vous allez donc acter aujourd'hui une 20aine de classes en moins pour la rentrée 2019, première et seconde phases confondues

Cette carte scolaire en 3 temps a l'avantage de ne pas laisser les équipes dans l'expectative d'une fermeture pendant tout un été, mais elle laisse par contre le sentiment aux représentants des personnels mais aussi aux enseignants de repartir en juin pour une seconde carte scolaire complète.

Vous ne manquez pas de mettre en avant, Monsieur de DASEN, la baisse des effectifs dans notre département. Comme nous vous l'avons déjà dit, nous ne la contestons pas, mais nous remarquons juste que 1800 élèves de moins en 5 ans, cela représente un élève par classe. L'occasion de permettre l'amélioration des conditions d'accueil de tous les élèves de notre département. Au lieu de cela, nous lisons dans la presse qu'il nous faut contribuer à l'effort national. La France doit faire des économies, et tous doivent y contribuer. Non, en fait, pas tous. Les riches vivent au dessus de nos moyens et NOUS devons faire des efforts pour les y aider.

C'est insupportable.

Le gouvernement d'une nation digne de ce nom devrait au contraire tout mettre en œuvre pour combler les inégalités sociales par l'école.

Vous dites, Monsieur le Directeur Académique que l'école rurale doit repenser ses contours. C'est bientôt la fin des RPID semble t-il. Pourtant, les études menées sur le sujet montrent que les résultats des élèves des écoles rurales sont supérieurs aux résultats des élèves des écoles urbaines, car le multiniveau, les petits effectifs ne sont pas des freins aux apprentissages, bien au contraire.

Pourtant, que doit-on craindre dans les années à venir ? Des écoles de taille similaire, proches du modèle des écoles de ville. Des trajets de bus pour beaucoup plus d'élèves, la suppression du dernier service public dans de nombreux villages, la concentration des élèves de la maternelle au collège dans un même site, pas sûre que cela apaise le climat scolaire ! Des pôles éducatifs innovants, presque révolutionnaires peut-on lire dans la presse ! La formule journalistique est lourde de sens. Une révolution annonce un changement brusque, une rupture. C'est bien une rupture avec le modèle scolaire que nous connaissons qui semble se préparer dans les plus hautes sphères de notre pays. Elle est en marche depuis plusieurs années et se précipite depuis les dernières élections présidentielles.

Malheureusement, cette révolution ne se fait pas au profit de tous, car on le sait, avec l'école qui se dessine, ce sont encore une fois les enfants des familles les plus favorisées qui s'en sortiront.

On peut arguer de la création de CP à 12 dans les REP, mesure qui atteste que l'on apprend mieux avec des petits effectifs.

A la FSU-CGT nous faisons le constat que le nombre d'écoles classées REP ne correspond pas aux besoins du terrain. Les difficultés ne se retrouvent pas que dans des zones d'éducation prioritaires, nous vous le disons régulièrement, les conditions de travail se dégradent, les enseignants sont épuisés, l'école va mal, y compris dans les zones rurales qui

semblaient il y a encore quelques années préservées.

Nous profitons de cette déclaration pour attirer l'attention des membres du CDEN sur la situation de l'école Jules Ferry maternelle à Niort. Cette école placée en politique de la ville va devoir préparer sa prochaine rentrée avec une classe de moins. Les élèves de TPS du quartier ne pourront plus être accueillis, d'autant que l'école Pierre de Coubertin, située à quelques centaines de mètres affiche complet et n'a pas la possibilité d'accueillir une nouvelle classe.

Nous vous demandons donc Monsieur le Directeur Académique, que cette situation soit revue aujourd'hui, et que les enseignants et les élèves n'aient pas à subir les conséquences d'une gestion des inscriptions sur la ville de Niort plutôt opaque.

Nous vous avons demandé un point concernant les effectifs des écoles privées de notre département. Il est important, que nous puissions avoir des éléments de comparaison, car au-delà des effectifs, les enseignants constatent que l'école publique ne connaît pas le même traitement que l'école privée.

En effet, l'école privée a les moyen d'accueillir les TPS, elle se débarrasse plutôt facilement des élèves qui posent des problèmes de tous ordres, elle peut organiser comme bon lui semble ses rythmes scolaires, elle peut organiser des ponts comme à l'ascension. Le SNUipp-FSU souhaiterait que les écoles publiques soient traitée avec le même égard.

Au lieu de cela, dans l'école publique, chacun y va de son avis, et la mainmise des élus et des parents est de plus en plus prégnante, pour le meilleur et pour le pire. Il faut faire attention, car à trop ouvrir l'école, on la désacralise. En atteste le sentiment de dépréciation vécu pas nombre d'enseignants.

Pour conclure, nous souhaiterions qu'un rapide point soit fait concernant les rythmes scolaires, notamment pour les écoles qui étaient en mars en attente d'ajustement, et nous tenions à témoigner nos craintes face à l'annonce du « plan mercredi ». En effet, le ministre souhaite venir en aide aux communes dont les écoles fonctionneront selon un rythme de 4 jours l'an prochain. Les maires qui ont fait l'effort de rester aux 4,5 jours apprécieront ! Dans les annonces faites sur ce plan mercredi, il semble que la place des PEDT soit renforcée et que le ministère veuille s'assurer d'une réelle collaboration entre l'équipe enseignante et l'équipe d'animation pour que projet pédagogique périscolaire et projet d'école se rencontrent. Il fait également référence à l'élaboration d'une « charte d'utilisation et d'occupation » pour la mutualisation du matériel et des locaux.

Vous allez nous traiter encore une fois d'oiseaux de mauvaise augure, mais rien dans ces annonces ne nous rassure. On donne encore plus de pouvoirs aux collectivités territoriales, quitte à créer une confusion des genres, confusion, qui va servir le projet de désorganiser l'école et de l'amener vers un modèle anglosaxon que nous redoutons.